

ANNIVERSAIRE DU 24 FÉVRIER

Une commémoration indécente et au goût amer

24 Février 1971-24 Février 2014 : 43 années nous séparent de l'historique décision des nationalisations des hydrocarbures, par Houari Boumediène. Alors que dans les années qui ont suivi cette nationalisation, nous commémorions tous les ans un acte ô combien souverain et nous glorifions la prise en main par les travailleurs algériens (défendus alors par un syndicat unique mais fort et de défense réelle des travailleurs) d'un secteur prometteur pour le développement du pays, l'arrivée au pouvoir de prédateurs et la transformation de la représentation des travailleurs en caisse de résonance du pouvoir, en ont décidé autrement. Nous ne pouvions croire ce que certains annonçaient depuis quelques jours, à savoir que le

Un bref aperçu historique n'est pas de trop : le 24 février 1971, Houari Boumediène nationalise 51% des intérêts des compagnies pétrolières concessionnaires dans les gisements algériens ; 100% des intérêts sur les gisements gaziers comme il nationalisait toutes les sociétés de transport d'hydrocarbures.

La date n'est pas fortuite : elle vient après l'échec d'après négociations avec la France, principale concessionnaire, et vient aussi très opportunément en ce jour anniversaire de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) créée précisément un 24 février 1956, en pleine guerre de Libération nationale.

Avec la prise en main de ce secteur en pleine promesse d'expansion, la souveraineté dans l'activité et le contrôle devait revenir à Sonatrach dont les attributions allaient se voir étendre. Responsables et salariés se retrouveront face à un défi sans pareil qui fit tache d'ailleurs et qui s'est vu suivi par d'autres compa-

gnies pétrolières dans le monde, telles que l'Angola, l'Indonésie...

La formation d'une armée de cadres avec pour objectif la maîtrise technologique d'une part et d'autre part l'engagement patriotique (la défense de la patrie voulant encore en ces années-là, signifier quelque chose) propulsaient l'entreprise Sonatrach vers le haut et le secteur de l'énergie algérien prenait dans les assises de l'OPEP une part loin d'être négligeable, voire souvent capitale, dans les décisions en faveur des pays exportateurs. Mais il n'était pas donné que cette situation perdure.

Il y a eu des hommes venus liquider – et c'est bien le terme – l'édifice construit par des responsables politiques et des cadres techniques jaloux de leur pays et de ses potentiels.

Après la loi sur les hydrocarbures (2006) consistant à brader le secteur, il s'est trouvé la vigilance et le patriotisme de quelques-uns qui ont contraint à son abrogation et à la promulga-

tion d'une nouvelle loi en 2009 et d'une autre, plus récente encore, en 2013. Mais l'on verra très vite que sur le fond, ceux qui ont failli mettre le sous-sol algérien aux mains des étrangers n'ont en rien cédé à leur prédation : ils ont mis entre leurs mains, à leur profit personnel et à celui de ceux qu'ils ont placés à la tête du secteur, la rente qu'ils organisèrent de telle sorte qu'elle soit gérée en toute opacité et au plus haut niveau du pouvoir.

En même temps que le prix du pétrole prenait son envol, sous l'influence des nouveaux affairistes, agglomérés

autour de la rente, on passe alors, sans que les citoyens en soient informés, d'une vision souverainiste (celle de 1972) à une vision d'ouverture à tout-va et à l'absence de tout contrôle de la manne qui ne soit proche du cercle du pouvoir.

Le maquillage, comme dans toute action machiavélique et criminelle, est tout trouvé. L'on a créé deux «machins» comme

Président sortant va saisir cette date — ce 24 février 2014, ou la veille ou le lendemain — pour annoncer sa candidature pour un quatrième mandat. Il a fait en sorte que la Constitution lui en donne le droit, c'est un fait, mais l'annoncer en ce 24 février 2014, où l'UGTA ne peut plus être célébrée que pour sa trahison envers ceux qu'elle est censée défendre et où le secteur pétrolier a été mis entre les mains de proches, voleurs de la rente pétrolière, c'est bien le comble de l'indécence et l'acte le plus cynique de ses 14 années de pouvoir qui ont vu le secteur pétrolier soustrait par ses prédecesseurs aux compagnies étrangères, soumis depuis son accession au pouvoir, à son seul contrôle et à celui de ses très proches.

dirait l'autre, de «souveraineté» —l'Autorité de régulation des hydrocarbures et l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures ALNAFT chargées officiellement de veiller au grain, mais le grain était bien gardé, par le domaine réservé constitué par la présidence et ses proches.

Il aura fallu attendre que la justice italienne se saisisse du dossier de corruption, de malversation de Khelil et consorts pour que les Algériens découvrent l'ampleur des dégâts et la corruption au plus haut niveau par ceux chargés de la préservation et du développement des richesses du pays. Au passage, tous ceux et en premier lieu ceux qui ont décidé de poursuivre les voleurs, les corrupteurs et les corrompus, se sont vu, comme les services de sécurité chargés d'enquêter ou encore l'ex-ministre de la Justice, dessaisis du dossier et renvoyés chez eux pour que l'on ne les entende plus. Mieux encore, l'on envoya

en bulldozer, l'autoproclamé SG du FLN, Saâdani clamer en toute impunité que ces derniers n'ont aucune prérogative pour s'occuper de ces dossiers et, cerise sur le gâteau, que les services de Toufik se sont attaqués à Khelil, le plus honnête des responsables algériens.

Enfin, lorsque l'on apprend comme on vient de nous l'annoncer que Bouteflika rempile pour un quatrième mandat, non seulement l'on saisit mieux que l'agité du bocal ne l'est pas autant qu'on le pensait. On le craignait, mais cela se confirme : toute l'agitation de Saâdani et des autres (Tou, Benyounès, Sellal et ses tournées distributrices de ce qui reste de l'argent du pétrole) faisait partie d'un plan bien tracé qui verra, puisque tout le dispositif pour sa 4^e re/désignation est en marche, à la tête de l'Etat un homme malade mais collé jusqu'à la mort à son siège de Président.

Khedidja Baba-Ahmed

DES EXPERTS APPELLENT À REVOIR LE CAP EN MATIÈRE DE POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE

Le prix du gaz ne doit plus être dévalorisé

Le prix du gaz en interne ne doit pas être dévalorisé. Un changement de cap s'impose en matière de politique énergétique. Deux assertions que des experts et spécialistes des questions énergétiques ont explicitées hier.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - La tarification domestique du gaz est «obsolète», assure l'économiste et vice-président du Conseil national économique et social (Cnes), Mustapha Mekideche.

Lors d'une conférence organisée hier à l'hôtel Hilton, à l'initiative de l'Association des ingénieurs d'Etat diplômés de l'Institut algérien du pétrole (AIED-IAP), Mustapha Mekideche observe que cette tarification «pousse au gaspillage» et constitue un facteur de transfert de rente au profit des industriels.

C'est un «problème sérieux» qu'il faut traiter, «urgemment», relève-t-il, même si le contexte électoral pourrait ne pas s'y prêter favorablement. Il s'agit ainsi de ne plus dévaloriser le prix du gaz, de revoir le prix plancher, selon Mustapha Mekideche qui observe que la compétition pour les projets énergétiques devrait se baser sur un prix plus avantageux.

Diverses mesures d'ajustement s'imposent, explicitera-t-il, dans le contexte où l'économie algérienne est davantage «gazéro-dépendante» avec une consommation de gaz s'accroissant et une demande augmentant de 12,4% par an... Mais aussi dans un contexte où la position de l'Algérie en tant que producteur est «fragilisée» et en tant qu'exportateur est «menacée» sur le plan mondial, comme il

ressort des nombreuses statistiques présentées. Mais aussi dans la mesure où le développement des gaz conventionnels et non conventionnels (gaz de schiste...) reste encore incertain, faute d'une évaluation affinée et transparente des ressources disponibles et d'une valorisation concrète de ces ressources.

De facto, la politique gazière «a besoin d'une remise à jour», d'un «changement de cap», selon le consultant et ancien ministre de l'Energie, Nouredine Aït Laoussine. Voire, il s'agira de réunir des «Etats généraux de l'énergie», selon l'universitaire et conseiller Chems-Eddine Chitour.

Et ce d'autant que la possibilité de maintenir le rythme actuel de production des hydrocarbures notamment fossiles en général, d'avère assez incertaine, avec des réserves susceptibles d'ici 25 ans de s'épuiser, selon les différents scénarii présentés auparavant par les experts et membres de l'AIED-IAP, SM Baghdadli et Abdelmadjid Attar.

Ainsi, l'ancien ministre des Ressources en eau et ancien P-dg du groupe Sonatrach observe que la situation reste maîtrisable, malgré des indicateurs baissiers, encore jusqu'en 2020, 2030 mais que des difficultés risquent de survenir ultérieurement. De fait, la possibilité d'un



Photo : DR

La politique gazière a besoin d'une remise à jour.

autre, d'un troisième âge pétrolier reste incertaine, en dépit de l'optimisme affiché par le conseiller du ministre de l'Energie et des Mines, Ali Hached qui estime que les appréhensions sur l'épuisement des réserves n'ont pas de mise et que les possibilités de «rebondir» sont avérées, à charge cependant de considérer que «le problème n'est pas dans le sous-sol mais en surface» et qu'il s'agit de bien gérer les paramètres d'ordre technique, organisationnel et logistique relevant du groupe Sonatrach.

Et ce, dans le contexte aussi où une dynamique de valorisation de toutes les

sources d'énergies (fossiles conventionnelles et non conventionnelles et non fossiles...) est censé être impulsée.

Comme il s'agit d'agir à satisfaire la demande domestique croissante, en œuvrant à éviter le syndrome égyptien caractérisé par la prégnance d'un déficit en ce sens. Des problématiques cruciales et autres liées à la valorisation des énergies renouvelables et à la maîtrise et l'économie d'énergie que cette conférence a bien traitées, à la veille de la célébration du 43^e anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures.

C. B.